



HAL
open science

Un pacte implicite entre les générations pour le statu quo

Galland Olivier

► **To cite this version:**

| Galland Olivier. Un pacte implicite entre les générations pour le statu quo. 2015. halshs-01228696

HAL Id: halshs-01228696

<https://shs.hal.science/halshs-01228696v1>

Preprint submitted on 13 Nov 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Un pacte implicite entre les générations pour le statu quo

Olivier Galland

N°106 | novembre 2015

Un pacte implicite est noué entre les générations pour maintenir inchangé le système d'emploi fondé sur un marché du travail très clivé entre des adultes-*insiders* très protégés et des entrants qui supportent l'essentiel du poids de la flexibilité de l'économie. Les jeunes acceptent ce partage inégal pour trois raisons : ils savent que s'ils ont un diplôme, cette phase est transitoire ; cela les conforte dans leur aspiration à devenir eux-mêmes de futurs *insiders* ; durant la phase transitoire les jeunes adultes sont très soutenus par leurs parents, matériellement et affectivement. Les perdants de ce compromis sont les non-diplômés.

Working Papers Series

Un pacte implicite entre les générations pour le statu quo

Olivier Galland

Novembre 2015

L'auteur

Olivier Galland, Directeur de recherche au CNRS, Directeur du GEMASS, est sociologue. Il travaille sur les questions de jeunesse, sur l'évolution des valeurs et sur la perception des inégalités.

The author

Olivier Galland is a sociologist, Senior Researcher (CNRS), Director of GEMASS. He works on youth issues, changing values and perception of inequality.

Le texte

Ce texte est issu d'une note réalisée pour la Chaire Transitions démographiques, transitions économiques de l'Institut Louis Bachelier, en juin 2015.

Citer ce document

Olivier Galland, *Un pacte implicite entre les générations pour le statu quo*, FMSH-WP-2015-106 / GeWoP-9, Novembre 2015.

© Fondation Maison des sciences de l'homme - 2015

Informations et soumission des textes :

wpfms@ms-h-paris.fr

Fondation Maison des sciences de l'homme
190-196 avenue de France
75013 Paris - France

<http://www.fms-h.fr>

<http://halshs.archives-ouvertes.fr/FMSH-WP>

<http://wpfms-h.hypotheses.org>

Les Working Papers et les Position Papers de la Fondation Maison des sciences de l'homme ont pour objectif la diffusion ouverte des travaux en train de se faire dans le cadre des diverses activités scientifiques de la Fondation : Le Collège d'études mondiales, Bourses Fernand Braudel-IFER, Programmes scientifiques, hébergement à la Maison Suger, Séminaires et Centres associés, Directeurs d'études associés...

Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement les positions institutionnelles de la Fondation MSH.

The Working Papers and Position Papers of the FMSH are produced in the course of the scientific activities of the FMSH: the chairs of the Institute for Global Studies, Fernand Braudel-IFER grants, the Foundation's scientific programmes, or the scholars hosted at the Maison Suger or as associate research directors. Working Papers may also be produced in partnership with affiliated institutions.

The views expressed in this paper are the author's own and do not necessarily reflect institutional positions from the Foundation MSH.

Résumé

Un pacte implicite est noué entre les générations pour maintenir inchangé le système d'emploi fondé sur un marché du travail très clivé entre des adultes-insiders très protégés et des entrants qui supportent l'essentiel du poids de la flexibilité de l'économie. Les jeunes acceptent ce partage inégal pour trois raisons : ils savent que s'ils ont un diplôme, cette phase est transitoire ; cela les conforte dans leur aspiration à devenir eux-mêmes de futurs insiders ; durant la phase transitoire les jeunes adultes sont très soutenus par leurs parents, matériellement et affectivement. Les perdants de ce compromis sont les non-diplômés.

Mots-clefs

jeunesse, générations, marché du travail, réformes

A compromise for status quo between generations

Abstract

This paper aims to show that generations have made an implicit pact in order to maintain unchanged the employment system based on a labor market cleaved between insiders and outsiders. The former enjoy a high degree of protection, while the latter are a key element of the flexibility of the economy. Young people accept this unequal deal for three reasons. The first one is that the precarious phase is considered as a transitory one for those who are graduates. The second one is that most of young people think that in this way they will become insiders themselves. The third one is that these youngsters receive a substantial material and emotional support from their parents before they get a stable job. The actual losers of this compromise are young people who leave school without a diploma.

Keywords

youth, generations, labor market, social reforms

Sommaire

Les jeunes et le marché du travail	4
Les aspirations des jeunes à l'égard de l'emploi	5
De la reproduction à l'expérimentation	6
Le rapprochement des valeurs entre générations	7
Les laissés pour compte du compromis générationnel	8
Les attitudes à l'égard des réformes	8
Références citées	9

Cette note vise à éclaircir une énigme sociologique : alors qu'ils connaissent un taux de chômage élevé, qu'ils connaissent une transition longue et difficile vers l'emploi, pourquoi les jeunes Français ne se révoltent-ils pas et pourquoi semblent-ils rejeter toutes les réformes – dans le domaine éducatif ou dans celui de l'entrée dans la vie professionnelle – qui seraient censées améliorer la situation collective ?

L'argument principal peut être résumé de la manière suivante : il existe en France un pacte intergénérationnel implicite qui contribue à paralyser l'action publique en direction de la jeunesse et à maintenir un profond clivage en son sein. Ce pacte repose sur une sorte de compromis générationnel fondé sur trois éléments-clés :

- Un marché du travail profondément clivé (CDD/CDI) mais qui fait reposer l'essentiel de la flexibilité sur les entrants, protégeant du même coup les adultes-insiders
- Une acceptation implicite par les jeunes de ce partage avec une double compensation : un très fort soutien parental durant la phase de transition précaire, une bonne probabilité qu'elle soit un tremplin vers l'emploi stable et permette in fine l'accès au statut d'insider
- Une entente générationnelle sur les valeurs suffisamment solide pour permettre à ces liens forts entre générations à l'intérieur des familles de perdurer et de produire leurs effets matériels et psychologiques

Bien sûr, tout le monde n'est pas gagnant dans ce compromis. Les perdants sont les jeunes qui ne disposent pas de cette compensation : ceux qui appartiennent à des familles qui n'ont pas les moyens de les soutenir matériellement et psychologiquement durant la phase de transition et ceux qui ont une faible probabilité de connaître une stabilisation économique dans un délai raisonnable du fait de leur faible niveau de qualification. Sans se recouvrir totalement, ces deux catégories sont évidemment très proches¹.

Si ces perdants ne remettent pas en cause ce pacte générationnel, c'est qu'ils ont un très faible niveau de représentation (personne ne parle en leur nom dans le débat public) et des formes

1. Cependant, le niveau d'étude exerce un effet plus puissant sur la probabilité des jeunes d'être au chômage que l'origine sociale, et qui se maintient lorsqu'on contrôle cette dernière.

de mobilisation qui prennent plus la forme de révoltes sporadiques que d'une action politique continue et qui prendrait place dans les cadres institutionnels de la représentation démocratique. Ils sont donc en grande partie inaudibles. Au demeurant, lorsqu'ils se révoltent, comme en 2005, leur protestation ne débouche pas sur des revendications qui sont facilement transposables en termes de politiques publiques. Ce sont souvent des aspects symboliques et identitaires – une demande de reconnaissance – qui sont mis en avant (Cicchelli, Galland, Maillard, Misset, 2007).

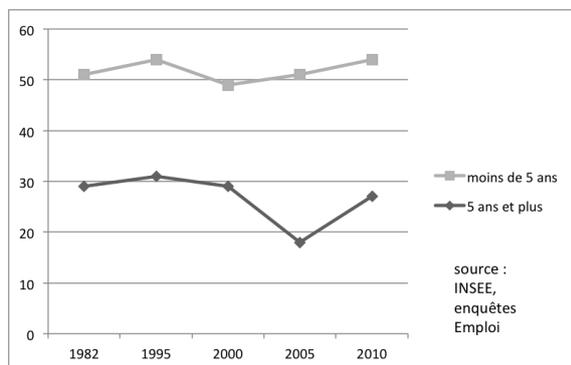
Quels éléments peuvent venir à l'appui de l'interprétation du pacte générationnel qui vient d'être proposée ?

Les jeunes et le marché du travail

Il n'est pas besoin de très longs développements pour exemplifier le fait que le partage de la flexibilité d'emploi se fait au détriment des entrants. La figure 1 fondée sur des données issues des enquêtes Emploi de l'INSEE, montre que ce partage est établi de longue date et que les termes n'en ont pas été fondamentalement modifiés depuis 30 ans. Les actifs entrés récemment sur le marché du travail (ayant terminé leurs études depuis moins de 5 ans) ont, depuis le début des années 1980, toujours connu durant ces quelques années qui suivent la fin des études, ce qu'on pourrait appeler un taux de précarité (chômeurs ou salariés instables) égal ou supérieur à 50% et l'écart avec les actifs plus anciens est resté stable (même s'il semble un peu se creuser depuis les années 2000). Nous ne sommes donc pas du tout dans un modèle de marché du travail qui verrait l'instabilité professionnelle se généraliser à l'ensemble des classes d'âge à la suite d'une remise en cause globale de la norme de l'emploi stable comme l'affirmait par exemple Robert Castel (1999)².

2. Bien sûr le type de contrat de travail n'est qu'un indicateur juridique qui en lui-même n'est pas un gage de la stabilité des trajectoires. Cependant d'autres travaux comme ceux de Yannick l'Horty (2004) fondés sur l'analyse du risque de quitter l'emploi d'une année sur l'autre, ne constatent pas de « dérive structurelle de l'instabilité d'emploi ». Ce résultat est d'ailleurs assez en phase avec les données présentées dans la figure 1.

Figure 1 % de chômeurs et de salariés instables (CDD, interim, contrats aidés) parmi les actifs en fonction de la durée écoulée depuis la fin des études



pour neutraliser les effets de structure liés à la prolongation des études, il est préférable de comparer, d'une année à l'autre, des individus en fonction de la durée écoulée depuis la fin de leurs études plutôt qu'en fonction de leur âge biologique. En effet, par exemple, les jeunes de 20 ans auront connu en 1982 du fait de leur âge de fin d'étude en moyenne plus précoce, une durée de vie active plus longue que les jeunes de 20 ans en 2010, ce qui biaise la comparaison des profils d'activité.

Simplement, la stabilisation dans l'emploi est plus lente en France que dans beaucoup d'autres pays développés, notamment ceux qui :

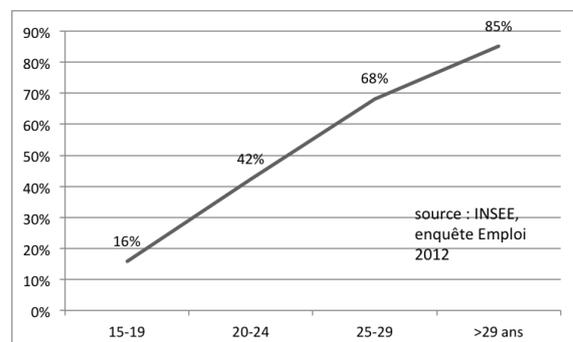
- Ont un marché du travail plus flexible (voir par exemple, pour les USA, Cohen, Dupas, 2000)
- Ont un marché du travail plus flexible associé à des mécanismes de prise en charge et d'accompagnement des décrocheurs beaucoup plus développés (les pays scandinaves)
- Ont un dispositif d'apprentissage fortement structuré (Allemagne, Autriche)

La France ne présente aucune de ces caractéristique, avec, on vient de le voir, un marché du travail très clivé, un repérage et un accompagnement public des jeunes décrocheurs insuffisant (Cahuc et al. ; 2013), un dispositif d'apprentissage mal articulé au dispositif de formation initiale et en recul ces dernières années. La stabilisation dans l'emploi est donc très progressive. Cependant, il est faux de penser que cette configuration voue les jeunes à une instabilité professionnelle permanente. Si cela avait été le cas, la précarité se serait étendue progressivement à l'ensemble de la population

active, ce que l'on ne constate absolument pas (figure 1).

Ce profond clivage du marché du travail en fonction de l'ancienneté d'accès ne contribue donc pas à créer un clivage générationnel durable. En effet, la stabilisation dans l'emploi s'effectue de manière régulière à mesure que les individus avancent en âge, si bien qu'après 29 ans 85% des actifs occupent un emploi salarié stable ou indépendant³. Par ailleurs, un récent travail de recherche semble montrer que « l'effet cicatrice » n'est pas durable en France. Les cohortes qui rentrent sur le marché du travail dans une mauvaise conjoncture en subissent surtout les effets en termes de taux d'emploi plus que de pénalité salariale (par rapport à celles qui sont entrées dans une période de bonne conjoncture). Mais, après 4 ans l'ensemble de ces différences s'estompent et les trajectoires convergent. Ce rattrapage est même plus rapide en France que dans beaucoup d'autres pays (Gaini M., Leduc, A., Vicard A., 2013).

Figure 2 % d'actifs occupant un emploi salarié stable (CDI ou fonctionnaire) ou indépendant



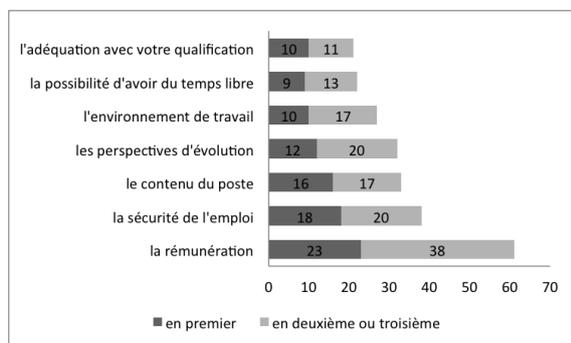
Les aspirations des jeunes à l'égard de l'emploi

Dans ce contexte, les jeunes ont parfaitement conscience que leurs chances de connaître une stabilisation dans l'emploi très rapide au sortir des études sont faibles. Dans une enquête IPSOS réalisée en 2012 sur un échantillon représentatif de jeunes de 18 à 30 ans, la moitié des actifs de cet âge déclarent qu'ils ont déjà expérimenté la situation suivante : « enchaîner plusieurs contrats dits 'précaires' (Ex. CDD, temps partiel etc..) sans parvenir à vous faire embaucher ». La valorisation

3. Il s'agit dans la figure 2 de données en coupe instantanée et évidemment pas de données de cohorte.

de la stabilité d'emploi est donc très élevée : dans la même enquête, 66% déclarent que, dans la situation actuelle, ils sont prêts, s'ils trouvent ou ont un emploi stable, à le conserver même si ils ne s'y épanouissent pas. La recherche de la stabilité est au premier rang des priorités des jeunes demandeurs d'emploi : dans une enquête réalisée par Opinion Way en février 2015 pour Prism'emploi, auprès d'un échantillon de 1025 jeunes de moins de 25 ans, les jeunes à la recherche d'un emploi placent ce critère au second rang de leurs préoccupations, après la rémunération (figure 3).

Figure 3 Critères de recherche d'emploi par les jeunes demandeurs d'emploi de 18-25 ans (enquête Opinion Way, février 2015)



Lecture : réponses (en %) à la question suivante « Dans le cadre de votre recherche d'emploi, quels sont les critères les plus importants à vos yeux ? » (en premier, puis en deuxième et troisième choix)

Cette valorisation de la stabilité ne signifie pas que les jeunes ont renoncé à s'épanouir dans le travail, toutes les enquêtes montrent le contraire. Par exemple 86% d'entre eux sont d'accord (tout à fait ou plutôt) avec la proposition suivante : « réussir votre vie professionnelle est un objectif essentiel dans votre vie ». Mais dans la même batterie de questions, 51% déclarent également que s'ils avaient le choix, ils aimeraient travailler dans la même entreprise toute leur vie. Les jeunes Français ne sont donc pas des adeptes forcés de la mobilité professionnelle. Ils privilégient la stabilité. En fait, l'obtention du CDI apparaît toujours, à une grande partie d'entre eux comme un objectif essentiel à atteindre pour connaître une véritable émancipation à l'égard de leurs parents, accéder à un logement indépendant et envisager plus tard la fondation d'une famille.

De la reproduction à l'expérimentation

Cependant, l'allongement de la phase de transition que connaissent en moyenne les jeunes Français n'est pas que le résultat de transformations économiques subies. Il résulte aussi de la transformation du modèle de socialisation, c'est-à-dire de la façon de construire sa place dans la société en tant qu'adulte. Pour le caractériser, on peut dire que nous sommes passés d'un modèle de l'identification fondé sur l'héritage assumé de l'identité sociale associée à la figure du père, à un modèle de l'expérimentation où cette identité se construit par approximations successives, au gré des diverses expériences sociales qui suivent la fin des études (Galland, 1990). Cette évolution est liée à la transformation de la structure des emplois consécutive à l'accélération de la mobilité sociale⁴. Ce modèle de l'expérimentation est aujourd'hui présent dans toute l'Europe même s'il prend des formes institutionnelles très variées (Van de Velde, 2008).

Chaque société, en fonction de ses traditions culturelles, s'adapte à ce modèle nouveau où le « tâtonnement » devient le moyen fonctionnel de construire sa place dans la société. Les contrastes familiaux entre le Sud et le Nord de l'Europe ont en effet des racines historiques et anthropologiques profondes. Peter Laslett (1983) a bien montré dans ses travaux d'anthropologie historique, que la 'résidence néolocale' (neolocal residence), c'est-à-dire l'établissement des jeunes époux à l'écart des parents, était un des traits saillants du modèle familial nord-occidental et qu'il a, très tôt, trouvé son origine en Angleterre. Dans le nord de l'Europe, depuis le Moyen-âge, une proportion importante des enfants devenaient domestiques très jeunes et quittaient donc leurs parents pour être placés dans une autre famille. Ce modèle nordique plus individualiste, fondé sur un départ précoce des enfants, permettait aux parents de plus économiser et les rendait moins dépendants lorsqu'ils deviennent âgés. Cette tradition a été beaucoup moins répandue dans le sud où les enfants étaient souvent employés sur l'exploitation familiale. Les spécificités familiales liées à ces modèles anthropologiques subsistent en

4. Que cette mobilité soit principalement de nature structurelle ne change rien au fait que de plus en plus de jeunes sont amenés à occuper des emplois différents de ceux qu'occupaient leurs parents.

Europe malgré la modernisation démographique (Reher, 1998).

La France occupe une place intermédiaire dans cette opposition nord-sud et l'on voit aujourd'hui que le départ de chez les parents y est beaucoup plus rapide qu'en Italie, par exemple, mais plus tardif que dans les pays scandinaves où une culture de l'autonomie précoce est profondément ancrée. Le modèle français est un modèle de détachement progressif des liens familiaux, avec un soutien fort des parents et des aides publiques qui certes n'ont ni le niveau financier ni la systématisme des aides allouées aux jeunes nordiques, mais qui présentent malgré tout un caractère relativement universel (inavoué) à travers les aides au logement qui sont ouvertes à tous les étudiants sans conditions de ressources des parents.

Ce modèle de transition progressive permet aux jeunes Français de faire un apprentissage mesuré des rôles adultes, à proximité de la famille et en profitant de son soutien matériel et affectif. Il est de ce point de vue assez efficace, mais il est par nature inégalitaire puisqu'il suppose de disposer d'un réseau familial économiquement et culturellement doté des moyens nécessaires pour fournir cette aide.

Or, le modèle ancien de l'identification ne fonctionne pas plus chez les jeunes les moins favorisés qu'il ne fonctionne aujourd'hui chez les jeunes des classes moyennes ou moyennes-supérieures⁵. Ces jeunes moins favorisés n'acceptent plus de se voir imposer une orientation qu'ils n'auraient pas choisie. Or, en France, malgré les principes affichés, le système d'orientation reste très autoritaire et conduit beaucoup de jeunes à l'échec et à un sentiment de dévalorisation personnelle et de perte d'estime de soi qui a de graves conséquences sur leur capacité à se construire comme adulte.

En l'état actuel le système public d'aide aux jeunes décrocheurs et aux NEET (Not in Employment, Education or Training) ne parvient pas à compenser efficacement les effets de l'échec scolaire. Les moyens humains sont insuffisants, mais surtout il n'existe pas, comme c'est le cas dans les pays du nord de l'Europe, de dispositif institutionnalisé de repérage systématique des jeunes décrocheurs qui sont alors pris en charge

5. Ce modèle fonctionne sans doute encore au sein d'une élite très étroite où les jeunes reproduisent les parcours scolaires de leurs pères, via des stratégies scolaires qui les conduisent aux filières et établissements d'excellence.

par un service adapté ayant l'obligation de faire une proposition de formation.

Le rapprochement des valeurs entre générations

Un élément important a contribué à ce que le compromis générationnel dont il est question dans cette note ait pu se mettre en place. Cet élément c'est le rapprochement des valeurs⁶ entre générations. Cette évolution, mise en lumière, grâce à l'exploitation des enquêtes sur les valeurs, a été assez spectaculaire (voir Galland, Roudet, 2012).

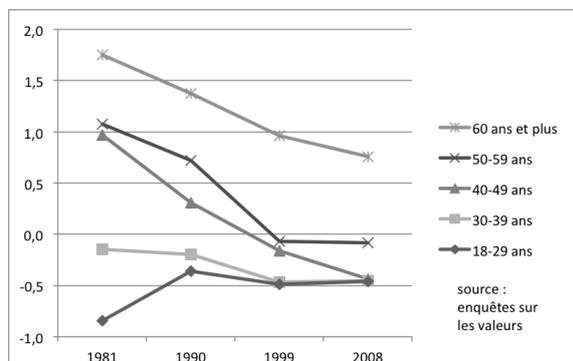
La figure 4 montre en effet une forte convergence selon l'âge d'un indicateur qui synthétise le premier axe d'une analyse factorielle sur l'ensemble des questions posées dans ces enquêtes. Cet indicateur est un score de traditionalisme (ou d'autonomie selon le sens dans lequel on le lit). Il oppose des Français attachés aux valeurs du passé et aux institutions chargées de les transmettre à des Français qui pensent que chacun, dans sa vie privée au moins, doit être libre de choisir par lui-même ses valeurs et sa façon de vivre. Dans l'ensemble les valeurs d'autonomie, ou d'individualisation, ont progressé depuis 30 ans, ce n'est pas une surprise. Cependant l'opposition entre tradition et autonomie reste un axe structurant de l'organisation des valeurs. Par ailleurs, le recul des valeurs traditionnelles ne s'est pas fait au même rythme dans toutes les générations. Il a été beaucoup plus rapide dans les générations du baby-boom que dans les générations les plus récentes. Dans ces dernières, la tendance a même été, par rapport aux jeunes interrogés en début de période, à une légère remontée des valeurs traditionnelles. Toujours est-il qu'à la fin des années 2000, peu de choses séparent, sur le plan des valeurs, les Français qui appartiennent à une grande classe d'âge allant de 18 à 60 ans.

Nous avons donc sur ce plan, un contexte des rapports intergénérationnels très différent de celui qui prévalait dans les années 1960-1970 (et qui était encore présent au début des années 1980 comme le montre la figure 4), contexte

6. Il s'agit d'enquêtes par questionnaire réalisées dans la plupart des pays d'Europe tous les 9 ans sur les valeurs et les normes sociales, dans les domaines du travail, de la famille, des attitudes politiques et religieuses, des attitudes économiques, des normes organisant la vie privée et la vie publique. Voir le site : <http://www.europeanvaluesstudy.eu/>

qui était marqué par de fortes dissensions entre générations.

Figure 4 L'adhésion aux valeurs traditionnelles selon l'âge de 1981 à 2008



Lecture : les courbes donnent les valeurs d'un indicateur de « traditionalisme » qui a été construit à partir de plusieurs questions contribuant à la définition du premier axe d'une analyse factorielle sur l'ensemble du jeu de questions (précédemment organisées en « scores » synthétiques).

Cependant, à l'intérieur même de la jeunesse, le clivage dans valeurs reste très marqué, notamment en fonction du niveau d'étude. Il y a bien deux univers de valeurs au sein de la jeunesse. Les jeunes dont le niveau d'étude est faible restent plus traditionnels, mais surtout, ils ont un sentiment d'appartenance et d'intégration à la société très affaibli par rapport à leurs homologues ayant poursuivi des études. Cette divergence de valeurs entre les jeunes s'était réduite dans la décennie 1980-1990, elle s'est à nouveau creusée depuis (Galland, Roudet, 2014). On en voit des manifestations par exemple avec la montée d'un sentiment de radicalité chez une partie des jeunes (24% des jeunes de 18-29 ans déclaraient en 2008 qu'il fallait « changer radicalement toute l'organisation de la société par une action révolutionnaire » et 23% trouvaient « qu'avoir à la tête du pays un homme fort qui ne se préoccupe ni du parlement ni des élections serait une bonne façon de gouverner »).

Les laissés pour compte du compromis générationnel

Le clivage social et économique entre les jeunes s'est considérablement aggravé depuis 30 ans. Pour s'en convaincre il suffit de considérer quelques chiffres. En 1975, le taux de chômage des jeunes de moins de 30 ans ayant fait des études supérieures était de 3,6% ; il est passé à 9,8% en 2010, soit un

facteur multiplicatif de 2,7 ; dans le même temps le taux de chômage des non-diplômés est passé de 8,9% à 32,5%, soit un facteur multiplicatif de 3,7 (Insee, enquêtes Emploi).

Les études du CEREQ confirment ce creusement des écarts au sein de la jeunesse et montrent qu'il s'est encore amplifié après la crise de 2008 (tableau 1). Le taux de chômage des non diplômés a augmenté de 16 points entre les deux générations étudiées (celle qui a fini ses études en 2007 et celle qui les a terminés en 2013), il n'a augmenté que de 3 points chez les diplômés du supérieur long (CEREQ, 2014).

La jeunesse est donc profondément clivée et le terme « génération sacrifiée » souvent évoqué est simplificateur et conduit à noyer dans un brouillard compassionnel les difficultés spécifiques des jeunes les plus défavorisés, les perdants du compromis générationnel dont cette note a tenté de dégager les mécanismes.

Tableau 1 Situation des générations 2004 et 2010 de sortants du système éducatif, trois ans après la fin de leurs études (en %) (source : CEREQ)

	Taux de chômage ¹		Emploi à durée indéterminée ¹		Éloignés de l'emploi (< 10% du temps) ²	
	G2004	G2010	G2004	G2010	G2004	G2010
Non diplômés	32	48	48	40	22	36
Supérieur long	6	9	82	80	2	2

¹ trois ans après la fin des études, soit en 2007 pour la G2004 et en 2013 pour la G2010

² ont été en emploi moins de 10% du temps en 2004 et 2007 ou entre 2010 et 2013

Ces difficultés tiennent pour une large part aux caractéristiques structurelles de deux institutions, l'école et le marché du travail ; une école peu inclusive, culturellement peu concernée par la prise en charge des plus faibles ; un marché du travail très clivé, très défavorable aux jeunes les moins qualifiés (Cahuc et al, *op. cit.*).

Les attitudes à l'égard des réformes

Le contexte décrit dans cette note n'est pas favorable à la mise en œuvre de réformes qui viseraient, en gros, à réduire les protections statutaires pour accroître les chances d'accès de ceux qui sont aux marges du système et introduire plus d'équité dans le partage du poids de la flexibilité dans l'économie. Que ceux qui

bénéficient directement de ces protections soient hostiles à leur réduction n'est pas surprenant. Il peut paraître plus étonnant de constater que les jeunes eux-mêmes se sont opposés de manière assez constante à toutes les réformes qui ont concerné, depuis 20 ou 30 ans, le système éducatif ou l'entrée dans la vie professionnelle. Sans doute certaines de ces réformes étaient-elles mauvaises, mais toutes ne l'étaient pas et certaines comme la réforme des lycées proposée par Xavier Darcos (qui a été abandonnée) avaient bien pour objectif d'introduire plus de souplesse et d'individualisation dans le système éducatif.

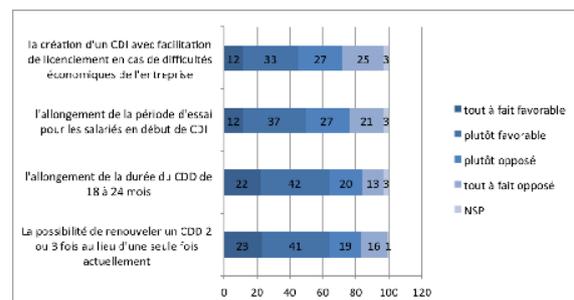
Ce rejet peut tenir à la conception de l'égalité qui prévaut en France, une conception qui attache beaucoup d'importance au respect de critères formels et institutionnels même si l'on sait que leur application stricte conduit bien souvent au résultat inverse de l'effet recherché. Mais derrière cet attachement aux principes de l'égalité républicaine, peuvent exister des motifs plus inavoués.

Probablement beaucoup de jeunes pensent que le système actuel leur laisse toutes les chances de tirer leur épingle du jeu, non pas tellement grâce aux dispositifs institutionnels, mais plutôt grâce aux capacités dont ils pensent disposer pour les contourner. Il est en effet frappant de faire le constat du contraste entre l'optimisme personnel affiché par les jeunes Français et leur profond pessimisme concernant la société elle-même. Les jeunes Français pensent donc vivre dans une société qui fonctionne très mal mais dans laquelle ils parviendront finalement sans trop de mal à trouver leur place. Pour cela ils comptent beaucoup sur leurs réseaux personnels : parmi neuf atouts ou qualités possibles pour réussir sa vie professionnelle, les jeunes du sondage Ipsos déjà évoqué, choisissent très nettement en premier l'item « avoir des relations » (cité par 48% d'entre eux).

Dans ce contexte où prévaut également une grande défiance à l'égard de la classe politique (seulement 13% des mêmes jeunes pensent que « les responsables politiques se préoccupent de ce que pensent les jeunes de leur génération »), les jeunes ne croient pas que les réformes puissent améliorer le sort commun et ils n'en retiennent donc que le risque potentiel qu'elles comportent d'amoinrir éventuellement leurs chances personnelles. La défiance engendre l'individualisme.

L'idée de réduire le clivage entre CDD et CDI qui a été à la base de la réforme du marché du travail menée en Italie par Matteo Renzi, peine donc à s'imposer en France. Un récent sondage le montre bien (figure 5). Les mesures qui touchent au CDI n'empêchent pas l'adhésion d'une majorité de Français, alors que celles qui visent à étendre l'emploi des CDD sont très largement approuvées. Au fond, les Français préfèrent donc pérenniser et même renforcer le principe clivant du marché de travail que nous connaissons actuellement. C'est d'ailleurs cette piste qui a été choisie par le gouvernement qui vient précisément de donner la possibilité aux entreprises de renouveler deux fois (au lieu d'une fois actuellement) les CDD et les contrats d'intérim.

Figure 5 Les Français et les réformes du marché du travail (Source : observatoire politique du CSA pour les Echos et l'Institut Montaigne, 2-3 juin 2015)



Sortir de l'entente intergénérationnelle pour le statu quo demandera un très fort travail de conviction politique.

Références citées

- Cohen D., Dupas P., (2000), « Trajectoires comparées des chômeurs en France et aux Etats-Unis », *Economie et statistique*, n° 332-333, p. 17-26
- Cahuc P., Carcillo S., Galland O., Zylberberg A., (2013), *La machine à trier. Comment la France divise sa jeunesse*, Ed. Eyrolles
- Castel R., (1999), *Les métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat*, Gallimard
- CEREQ (2014), Face à la crise, le fossé se creuse entre niveaux de diplôme, *Bref du CEREQ*, n° 319
- Cicchelli V., Galland O., de Maillard J., Misset S., (2007), « Les jeunes émeutiers de novembre

2005. Retour sur le terrain », *Le Débat*, n° 145, p. 165-181

Gaini M., Leduc A., Vicard A., (2013), « Peut-on parler de 'générations sacrifiées' ? Entrer sur le marché du travail dans une période de mauvaise conjoncture économique », *Economie et statistique*, 462-463, p. 5-23

Galland O., (1990), « Un nouvel âge de la vie », *Revue française de sociologie*, XXXI-4, p. 529-550

Galland O., Roudet B., (2014), *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes Français depuis 30 ans*, La Documentation française, Doc'en poche

Laslett P. (1983), « Family and household as work group and kin group : areas of traditional Europe compared » in *Family Forms in Historic Europe*, R. Wall (ed.), Cambridge, p. 513-563.

L'Horty Y., (2004), « Instabilité de l'emploi : quelles ruptures de tendance ? » *working paper 04-01*, Université d'Evry, EPEE

Reher D. S. (1998) „Family Ties in Western Europe: Persistent Contrasts“, *Population and Development Review*, vol. 24, Issue 2 203-234.

Van de Velde C., (2008), *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, PUF

Working Papers parus en 2015

Georges Corm, Christiane Veauvy, *Proche-Orient et conscience historique, entretien*, FMSH-WP-2015-87, janvier 2015.

Dominique Boullier, *Les sciences sociales face aux traces du big data ? Société, opinion et répliques*, FMSH-WP-2015-88, février 2015.

Christian Walter, *Les deux quantifications de la théorie financière. Contribution à une histoire critique des modèles financiers*, FMSH-WP-2015-89, février 2015.

Ernest Amoussou, *Analyse hydrométéorologique des crues dans le bassin-versant du Mono en Afrique de l'Ouest avec un modèle conceptuel pluie-débit*, FMSH-WP-2015-90, avril 2015.

Sudip Chaudhuri, *Premature Deindustrialization in India and Re thinking the Role of Government*, FMSH-WP-2015-91, avril 2015.

Guilhem Fabre, *The Lions's Share, Act 2. What's Behind China's Anti-Corruption Campaign?*, FMSH-WP-2015-92, avril 2015.

Viêt Anh Cao, *Documents en caractères sino-vietnamiens aux Archives nationales d'outre-mer (France) : une source riche en vestiges de l'histoire du Viêt Nam à l'époque coloniale (1875-1945)*, FMSH-WP-2015-93, avril 2015.

Marco Marin, *Esprit public et marché éditorial au début de la Première République (1793-1795)*, FMSH-WP-2015-94, avril 2015.

Christian Walter, *Jumps in financial modelling: pitting the Black-Scholes model refinement programme against the Mandelbrot programme*, FMSH-WP-2015-95, avril 2015.

Andrea Lanza, *Un organicisme de la complexité. Notes pour un chapitre sur le socialisme et les sciences naturelles (France, première moitié du XIXe siècle)*, FMSH-WP-2015-96, juin 2015.

Vincent Duclos, *Le design du monde. De McLuhan à Sloterdijk, vers une anthropologie de l'espace en devenir*, FMSH-WP-2015-97, juin 2015.

Mathias Grote, *What could the 'longue durée' mean for the history of modern sciences ?*, FMSH-WP-2015-98, june 2015.

Philippe Steiner, *Comte, Altruism and the Critique of Political Economy*, FMSH-WP-2015-99, GeWoP-8, june 2015.

Pierre Salama, *Argentine, Brésil, Mexique entrent dans la tourmente. Quo vadis Amérique latine ?*, FMSH-WP-2015-100, juin 2015.

Ayşe Yuva, *Die Historisierung der Philosophie in Deutschland und Frankreich nach Kant*, FMSH-WP-2015-101, october 2015.

Elisa Brilli, *Mettre en image les deux cités augustiniennes (ms. Florence, BML, Plut. 12.17)*, FMSH-WP-2015-102, octobre 2015.

Julie Patrier, *Les dépôts alimentaires dans les tombes d'Anatolie centrale au IIe millénaire av. J.-C.*, FMSH-WP-2015-103, octobre 2015.

Matthieu Renault, *Préface à la révolution. C.L.R. James, lecteur de Melville*, FMSH-WP-2015-104, juillet 2015.

Yang Dongping, *Enseignement supérieur, justice et société*, FMSH-WP-2015-105, octobre 2015.

Olivier Galland, *Un pacte implicite entre les générations pour le statu quo*, FMSH-WP-2015-106, GeWoP-9, novembre 2015.